



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 599/2021/DREAL/UD88 du **- 2 JUIL. 2021**
mettant en demeure la société O-I France SAS
sise sur la commune de GIRONCOURT-SUR-VRAINE
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/2020/ENV du 11 février 2020 relatif à l'exploitation d'une verrerie située au 28 rue d'Alsace à GIRONCOURT-SUR-VRAINE et exploitée par la société O-I France SAS ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 juin 2021 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société O-I France SAS par courrier en date du 09 juin 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Considérant les constats de dépassement des valeurs limites d'émissions fixées rejets atmosphériques pour les paramètres, « poussières », « fluorure d'hydrogène », « plomb », « dioxyde de soufre », « acide chlorhydrique », « dioxydes d'azote », « somme des métaux arsenic, cobalt, nickel, cadmium, sélénium, chrome VI, antimoine, plomb, chrome III, cuivre, manganèse, vanadium, étain » comme rapportés dans le rapport d'inspection susvisé ;
- Considérant le constat d'absence d'autosurveillance pour les paramètres « somme des métaux cadmium, mercure, thallium à une fréquence journalière », « somme des métaux arsenic, cobalt, nickel, cadmium, sélénium, chrome VI, à une fréquence mensuelle », « plomb et ses composés à une fréquence journalière » ;
- Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des 3.2.4 et 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé ;
- Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;
- Considérant que la société O-I France SAS n'a pas émis d'observation au sujet du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 09 juin 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 – La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine :

- les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois ;
- les conditions d'autosurveillance fixées à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois.

Article 2 – Afin de justifier du respect de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges :

- sous un délai de six mois, un descriptif des travaux éventuellement réalisés afin de se conformer aux valeurs limites d'émissions atmosphériques prescrites à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé ;
- sous un délai de huit mois, les résultats d'une mesure des émissions atmosphériques réalisée par un laboratoire extérieur agréé en application de l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé pour l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé ;
- sous un délai de six mois, un descriptif des travaux éventuellement réalisés afin de se conformer aux dispositions d'autosurveillance fixées à l'article 10.3.1 n° 11/2020/ENV de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- sous un délai de huit mois, les résultats d'une mesure d'autosurveillance pour l'ensemble des paramètres fixés à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé.

Article 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société O-I France SAS, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gironcourt-sur-Vraine et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le - 2 JUIL. 2021

Le Préfet



Yves SEGUY

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.